

# Synthèse régionale

## Une croissance lente, mais qui se consolide

L'activité de la Guadeloupe a été bien orientée en 2016. L'emploi reste assez peu dynamique, le chômage à un niveau structurellement très élevé, mais le nombre de chômeurs de longue durée baisse. La consommation des ménages, le financement de l'économie et la création de sociétés sont bien orientés. Les flux de marchandises et de voyageurs sont en progression, de même que les nuitées touristiques. Seules zones d'ombre : l'agriculture qui a connu une année mitigée et la construction avec des ventes de ciment au plus bas.

Jean-Eric Place, Insee

En 2016, la situation économique de la Guadeloupe continue sur une trajectoire d'amélioration. Le contexte extérieur fait apparaître un niveau d'activité en France qui, chaque année depuis 2012, progresse à un rythme un peu plus élevé. La croissance en France est de 1,2 % en 2016, en retrait par rapport à la zone euro et aux États-Unis. Les pays producteurs de pétrole subissent de plein fouet la chute des cours du pétrole, notamment le Venezuela et le Suriname. L'activité en Europe continue de bénéficier de la conjonction de deux facteurs favorables : des politiques monétaires qui restent accommodantes et une chute des prix du pétrole qui s'est poursuivie au 1<sup>er</sup> semestre 2016.

### Légère progression de l'emploi salarié

L'emploi salarié marchand en Guadeloupe progresse de 0,6 % par rapport à 2015 en moyenne annuelle. La construction renoue avec les pertes d'emploi après une pause dans la baisse en 2015. Le secteur a perdu en cinq ans plus de 15 % de ses effectifs. L'industrie a gagné une cinquantaine d'emplois et l'agriculture une centaine. Le tertiaire marchand est le moteur de la création d'emplois. A contrario, l'évolution des effectifs est défavorable dans les activités immobilières et dans le secteur de l'information et de la communication.

### Le taux de chômage se maintient, le chômage de longue durée baisse

La légère progression de l'activité et de l'emploi n'ont pas suffi à faire refluer le taux de chômage qui reste à un niveau structurellement élevé. Il s'établit à 24 % en 2016, niveau tout à fait comparable à 2014 et 2015, mais plus élevé que la Martinique (18 %) et la Guyane (23 %). Le chômage touche surtout les jeunes actifs (47 %), les anciens ouvriers (28 %) et les non-diplômés (34 %). Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, 69 000 toutes catégories confondues, diminue légèrement de 1,3 % sur un an. Alors qu'elle était en hausse en 2015, la demande d'emploi de longue durée baisse de manière importante (-5,4 %), même si elle représente plus de la moitié des chômeurs (57 %).

### Une consommation en progression modérée

Les dépôts à vue et la collecte nette d'épargne des banques poursuivent une croissance soutenue (respectivement +13,1 % et +5,5 %). Après une croissance très forte en 2015 liée à la baisse historique des taux d'intérêts, les crédits aux ménages restent bien orientés (+3,7 % en 2016, après +9,9 % en 2015), les crédits à la consommation enregistrant une croissance plus soutenue que les crédits à l'habitat. Les importations sont en baisse de 2 % en valeur, affectées mécaniquement par la forte baisse des prix du pétrole. Les importations de produits alimentaires, boissons et tabac sont presque stables (-0,4 %), dans le contexte d'une quasi-stagnation démographique. Même si elles représentent un niveau près de dix fois inférieur aux importations, il est bon de constater que les exportations de la Guadeloupe sont en progression de 7 % en 2016, notamment dans le domaine de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche.

### Augmentation de la création de sociétés

La création d'entreprises en Guadeloupe est presque stable, avec 4 100 entreprises créées en 2016. Toutefois, les créations de sociétés sont en forte progression (+20 %) tandis que les créations de micro-entreprises baissent de 22 %. Ces deux évolutions opposées sont plutôt un signe encourageant pour l'économie guadeloupéenne, car les créations de micro-entreprises sont pour partie le reflet de la difficulté de trouver un emploi salarié.

### La construction reste volatile

La construction est assez volatile d'une année sur l'autre. L'année 2016 est meilleure que 2015, mais elle n'efface pas la forte baisse en 2014. Le nombre de permis de construire délivrés pour des logements augmente de 30 %. Les ventes de ciment, qui sont un indicateur de l'activité immédiate, ont continué de baisser pour atteindre leur plus bas niveau sur les dix dernières années. Le dynamisme des permis de construire concerne notamment les communautés d'agglomération de la Riviera du Levant et de Cap Excellence. Les mises

en chantier de surfaces de locaux non résidentiels s'inscrivent en forte augmentation, essentiellement en raison des travaux de construction du nouveau CHU qui ont commencé à l'été 2016.

### Bilan mitigé pour l'agriculture

L'année 2016 a été marquée par la tempête Matthew et des épisodes pluvieux en fin d'année. La campagne sucrière a été médiocre, avec un démarrage tardif ; le tonnage atteint est largement inférieur à la moyenne décennale. La production de rhum est en baisse de 5 % par rapport à 2015, mais le niveau de commercialisation a augmenté. La production de bananes a progressé de 6 % et le secteur a bénéficié d'un programme d'aides financières de 30 millions d'euros.

### Les transports maritime et aérien bien orientés

2016 est une année record pour le Grand Port Maritime de Guadeloupe, avec des trafics de transbordement, de véhicules et de passagers en croissance. Le transbordement atteint 31 % du total du trafic de marchandises. En 2016 par exemple, un trafic de transbordement de 8 000 véhicules a eu lieu, alors qu'il était auparavant opéré à Trinidad. Le trafic de passagers est en légère augmentation : la progression du trafic archipel (Marie-Galante et Les Saintes) compensent les baisses sur la croisière et le trafic inter-îles.

En matière de transport aérien, le cap des 2 millions de passagers est franchi pour la quatrième année consécutive. Pôle Caraïbes reste ainsi au 1<sup>er</sup> rang des aéroports dominiens et au 10<sup>e</sup> rang national. La destination des aéroports parisiens progresse de 4,5 % ; elle représente 60 % du trafic, mais le trafic régional progresse fortement : Fort-de-France (+18 %), Saint-Martin (+10 %). L'ouverture des lignes vers New-York, Boston et Baltimore par la compagnie low-cost Norwegian fait progresser fortement les liaisons avec l'Amérique du nord (+55 %). Quant au fret aérien, il repart à la hausse.

# Contexte national et international

## Résistance de la croissance nationale dans un contexte mondial décevant

Jean-Baptiste Berry, Insee

En 2016, l'activité économique mondiale est décevante, malgré un rebond au second semestre. L'activité économique française augmente de 1,2 %. Dans les pays dits « émergents » et les pays « en développement », qui représentent toutefois plus de 70 % de la croissance mondiale, la croissance a ralenti pour la cinquième année consécutive, tandis qu'une reprise modeste s'est poursuivie dans certains pays aux économies dites « avancées ». Trois transitions importantes continuent d'influer sur l'activité mondiale et ses perspectives. La première concerne le ralentissement progressif de l'activité économique en Chine et la réorientation progressive de l'investissement et de l'industrie manufacturière vers la consommation et les services. La seconde porte sur la forte baisse des prix de l'énergie et d'autres produits de base. La troisième est relative au décalage des politiques monétaires entre d'une part, un durcissement progressif de la politique monétaire des États-Unis dans le contexte d'une faible reprise, et d'autre part, l'assouplissement de celles de plusieurs autres grands pays avancés.

### Une activité mondiale en berne en 2016

À l'échelle mondiale, l'activité économique a progressé de 3,1 %, pour 3,4 % en 2015, soit la plus faible progression depuis la récession de 2009. La baisse spectaculaire des importations dans plusieurs pays dits émergents et pays en développement qui connaissent des difficultés économiques pèse sur le commerce mondial. Ce dernier a néanmoins nettement accéléré au second semestre, éclaircissant une année médiocre. Sur l'ensemble de l'année, le volume du commerce mondial est moins dynamique qu'en 2015 : en moyenne annuelle, après avoir déjà fortement ralenti en 2015 (+2,4 %), la croissance des échanges mondiaux s'est établie à seulement +1,5 % en 2016, soit la plus faible progression depuis 2009, du fait de l'atonie des importations américaines et émergentes.

Les prix du pétrole ont poursuivi leur diminution en moyenne annuelle en 2016, en raison d'anticipation sur des hausses soutenues de la production des pays membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), tandis que la production pétrolière mondiale continue de dépasser la consommation. Néanmoins, les prix du pétrole

ont augmenté de quelque 20 % entre août 2016 et décembre 2016, en partie du fait de l'accord conclu par l'OPEP et d'autres pays producteurs pour réduire la production de pétrole.

### Regain sur le second semestre 2016

La fin d'année 2016 a été conforme aux attentes : la conjoncture des économies dites émergentes s'est affermie et la croissance des économies dites avancées est restée solide. Le commerce mondial a ainsi nettement accéléré, éclaircissant une année médiocre, sa hausse annuelle de 2016 ayant été la plus faible depuis 2009.

Aux États-Unis, la croissance est en berne à +1,6 %, contre 2,6 % en 2015. La consommation des ménages y a contribué pour l'essentiel, mais a été dopée en fin d'année par une bouffée d'optimisme postélectorale et le redémarrage des dépenses des entreprises.

L'activité économique est restée atone dans les pays dits émergents, notamment en Chine où l'activité a légèrement ralenti à +6,7 % en 2016 contre +6,9 % en 2015, et dans les pays producteurs de pétrole qui ont pâti de la faiblesse de son cours. L'activité des économies dites avancées est en croissance modérée à +1,7 % en 2016, contre 2,1 % en 2015. Au sein de la zone euro, dans ce contexte de faiblesse des coûts de l'énergie pour les entreprises et d'assouplissement monétaire, le PIB a crû de 1,7 % en 2016 après 2 % en 2015 et deux années de récession économiques en 2012 et 2013.

### Résistance de la croissance nationale

La croissance de l'activité économique pour l'année 2016 s'élève à +1,2 %, après +1,1 % en 2015. La dépense de consommation des ménages poursuit son redressement (+2,3 %, après +1,4 % en 2015 et +0,7 % en 2014) et l'investissement accélère (+2,8 % après +1,0 %). La contribution du commerce extérieur reste négative (-0,8 point), celle des variations de stocks est de -0,2 point. La consommation des ménages est soutenue par un pouvoir d'achat de nouveau en hausse, car les revenus d'activité sont restés dynamiques en 2016, tandis que l'inflation a

été quasi nulle du fait de sa composante énergétique.

En 2016, la production agricole a chuté (-5,7 % après -2,2 % en 2015), ce qui a pesé à hauteur de 0,2 point sur la croissance du produit intérieur brut : les récoltes céréalières et viticoles ont été fortement amoindries par les conditions météorologiques exceptionnellement mauvaises au printemps et à l'été dans l'hexagone. La construction accélère progressivement en 2016 : après de forts reculs en 2014 (-2,7 %) et en 2015 (-2,2 %), l'activité est repartie en 2016 (+0,7 %). La construction de logements a renoué avec la croissance, répercutant avec des délais habituels le net redressement des ventes de logements neufs.

L'emploi salarié marchand a vivement progressé au second semestre 2016 (+115 000 après +72 000 au premier semestre), porté notamment par l'emploi intérimaire. Au total, l'économie française a créé 187 000 emplois marchands en 2016, une hausse inédite depuis 2007. Au quatrième trimestre 2016, le taux de chômage a baissé par rapport au trimestre précédent (-0,1 point à 10,0 %) et a reculé de 0,2 point sur un an.

### Dynamisme du pouvoir d'achat

En 2016, le pouvoir d'achat du revenu des ménages a progressé solidement, à +1,8 % en moyenne annuelle. Cela constitue sa plus forte hausse depuis 2007, après +0,8 % en 2015, grâce à l'accélération de l'emploi marchand et la stabilité des prix. En moyenne annuelle en 2016, les salaires nominaux dans les branches marchandes ont augmenté à peine moins qu'en 2015 (+1,4 % après +1,6 %). Après deux trimestres étalés, la consommation des ménages a accéléré fin 2016 (+0,6 %), portant à +2,3 % sa hausse en moyenne annuelle sur l'année. Le regain de pouvoir d'achat des ménages a également alimenté leur investissement : même si le taux d'épargne se stabilise à 13,9 %, l'investissement des ménages accélère avec une croissance atteignant +2,4 % fin 2016.

## 1 L'activité se contracte en Amérique latine

En 2016, avec une contraction de -1 %, le rythme de l'activité économique dans la zone Amérique Latine et Caraïbes est le plus faible enregistré depuis les crises majeures des années 1983 et 2009. Néanmoins, la baisse des prix des matières premières a constitué un important soutien aux pays consommateurs de la région.

L'activité globale marque le pas en raison du fort ralentissement des investissements étrangers liés aux mauvaises perspectives, en particulier au Brésil et au Venezuela sensibles à la chute du prix des matières premières. Dans ce contexte, les monnaies au change flottant se sont vues fortement dépréciées. Les conditions de financement se dégradent, la hausse des primes de risque, en particulier pour les dettes souveraines alourdit les charges de la dette. Au Brésil, la récession se prolonge dans un contexte de tensions politiques et de détérioration des finances publiques. Malgré le redressement du commerce extérieur, la production industrielle diminue et la demande intérieure reste dégradée.

## 1 Résistance de la croissance nationale en 2016

Le Produit intérieur brut et l'évolution de ses composantes (Variations n/n-1 en volumes chaînés, en %)

	2013	2014	2015	2016
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>0,6</b>	<b>0,9</b>	<b>1,1</b>	<b>1,2</b>
Importations	2,1	4,8	5,7	4,2
Dép. conso. ménages	0,5	0,7	1,4	2,3
Dép. conso. APU*	1,5	1,3	1,1	1,3
FBCF totale	-0,8	0,0	1,0	2,8
dont ENF*	0,2	1,7	3,1	3,6
dont ménages	-0,5	-3,0	-2,1	2,4
dont APU*	-0,7	-5,3	-3,0	-0,1
Exportations	1,9	3,3	4,3	1,8
Contribution des variations de stocks	0,2	0,7	0,3	-0,2

\*APU : administrations publiques - ENF : entreprises non financières

Source : Insee - Comptes nationaux, base 2010.

## Conjoncture et perspectives 2017 : poursuite de l'élan du second semestre 2016

Les économies émergentes continueraient dans leur élan. Début 2017, le climat des affaires dans les économies émergentes continue de se bonifier et se situe à son plus haut depuis deux ans, encore bien en deçà toutefois de son niveau des années 2000. Avec la stabilisation des prix des matières premières, les monnaies des pays producteurs ont cessé de se déprécier, contribuant ainsi à une baisse de l'inflation. Les pertes de pouvoir d'achat s'atténuant, l'activité accélérerait en Russie et la récession serait moins sévère au Brésil. Au total, les importations des économies émergentes garderaient de l'élan d'ici mi-2017.

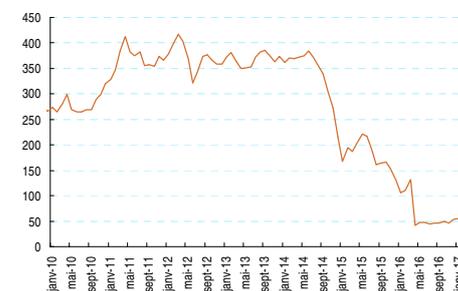
Aux États-Unis, la confiance des ménages et des entreprises a bondi après l'élection présidentielle, dopée par des perspectives de politique budgétaire expansionniste. Dans les économies avancées, le climat des affaires s'améliore également depuis fin 2016, malgré une forte remontée de l'inflation qui enraye la dynamique du pouvoir d'achat des ménages. L'activité américaine accélérerait un peu (+0,6 % par trimestre), tirée par la demande intérieure.

La croissance du commerce mondial atteindrait +4,2 % sur un an mi-2017. Au premier semestre 2017, le redémarrage des moteurs américain et émergents permettrait au commerce mondial de progresser de 0,9 % par trimestre : sur un an, sa hausse atteindrait ainsi +4,2 % mi-2017, soit plus que fin 2016 (+2,5 %) mais encore nettement moins que le rythme annuel moyen entre 1990 et 2007 (+7 % par an).

L'économie française retrouverait mi-2017 un rythme de croissance semblable à celui de l'ensemble de la zone euro. Dans l'industrie manufacturière, les carnets de commandes se sont regarnis et les chefs d'entreprise sont optimistes sur leurs perspectives d'activité. Ainsi, la valeur ajoutée manufacturière progresserait de nouveau solidement d'ici mi-2017, entraînant dans son sillage l'activité des services marchands. Au premier semestre 2017, l'activité de la branche de la construction accélérerait (+0,4 au premier trimestre puis +0,8 % au deuxième). Au total, la croissance française du PIB redeviendrait comparable à celle de la zone euro : le PIB progresserait solidement au premier semestre 2017 (+0,3 % au premier trimestre puis +0,5 % au deuxième). L'activité française retrouverait ainsi un rythme comparable à celui de ses voisins, après trois années de croissance plus faible que celle de la zone euro.

## 2 Les prix du pétrole poursuivent leur recul en 2016

Évolution du prix moyen du baril de Brent, pétrole brut léger (Royaume Uni), moyen (Dubai) et lourd (/Texas) (calcul à pondération égale) Base 100 en 2000 \$ / baril



Source : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (unctadstat.unctad.org).

## 3 Croissance mondiale décevante

Croissance du PIB en 2012, 2013, 2014, 2015 et 2016, projections pour 2017 (en %)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Monde</b>	<b>3,5</b>	<b>3,3</b>	<b>3,4</b>	<b>3,4</b>	<b>3,1</b>	<b>3,5</b>
<b>Economies dites avancées</b>	<b>1,2</b>	<b>1,2</b>	<b>1,8</b>	<b>2,1</b>	<b>1,7</b>	<b>2,0</b>
Etats Unis	2,2	1,5	2,4	2,6	1,6	2,3
Zone Euro, dont :	-0,9	-0,3	0,9	2,0	1,7	1,7
France*	0,2	0,6	0,9	1,1	1,2	1,4
Allemagne	0,6	0,4	1,6	1,8	1,8	1,6
Japon	1,8	1,6	-0,1	1,2	1,0	1,2
<b>Pays dits émergents ou en développement</b>	<b>5,3</b>	<b>4,9</b>	<b>4,6</b>	<b>4,2</b>	<b>4,1</b>	<b>4,5</b>
Chine	7,7	7,7	7,3	6,9	6,7	6,6
Inde	5,6	6,6	7,2	7,9	6,8	7,2
<b>Amérique Latine - Caraïbes</b>	<b>3,2</b>	<b>3,0</b>	<b>1,3</b>	<b>0,1</b>	<b>-1,0</b>	<b>1,1</b>
Brésil	1,9	3,0	0,1	-3,8	-3,6	0,2
Venezuela	5,6	1,3	-3,9	-5,7	-18,0	-7,4
Suriname	3,1	2,8	1,8	0,1	-10,5	-1,2
<b>Caraïbes<sup>1</sup></b>	<b>1,7</b>	<b>3,4</b>	<b>5,1</b>	<b>5,1</b>	<b>4,9</b>	<b>4,3</b>
Haïti	2,9	4,2	2,8	1,0	1,4	1,0
République Dominicaine	7,1	8,5	9,2	7,7	6,6	5,3
Antigua et Barbuda	3,6	1,5	4,2	2,2	3,7	2,2
Dominique	-1,3	0,6	3,9	-4,3	0,6	3,0
Sainte-Lucie	-1,1	0,1	0,5	1,6	0,8	0,5
Barbade	0,3	0,0	0,2	0,5	1,6	1,7
Trinidad et Tobago	1,3	2,3	-1,0	-1,8	-5,1	0,3

1 Antigua et Barbuda, The Bahamas, Barbados, Dominica, the Dominican Republic, Grenada, Haiti, Jamaica, St. Kitts and Nevis, St. Lucia, St. Vincent and the Grenadines and Trinidad et Tobago.

Source : FMI, World Economic Outlook, avril 2017 sauf (\*) Insee, comptes nationaux, base 2010.

## Pour en savoir plus

• Notes de conjoncture mars 2017 et décembre 2016, Insee : « [Le pouvoir d'achat ralentit, le climat conjoncturel reste favorable](#) » et « [La croissance à l'épreuve des incertitudes](#) ».

• [Perspectives de l'économie mondiale. Études économiques et financières](#), Avril 2017, FMI.